

RÉGIONS : La Chaux-de-Fonds démine le destin de ses musées

Date de parution: Jeudi 9 octobre 2008

Auteur: Pierre-Emmanuel Buss

NEUCHÂTEL Sous la pression, l'exécutif retire son rapport sur la réorganisation de l'offre muséale de la ville.

La bombe est désamorcée. Sous pression depuis deux semaines, le Conseil communal de La Chaux-de-Fonds a décidé hier de retirer son rapport controversé sur la réorganisation des institutions muséales de la Ville (LT du 04.10.2008). «Il y a beaucoup d'émotions dans ce dossier, des gens se sont sentis blessés. Il est d'une importance capitale de calmer le jeu», justifie le popiste Jean-Pierre Veya, en charge du Dicastère de la culture.

La polémique a commencé le 26 septembre dernier suite à la présentation du rapport Rimus. A cette occasion, l'exécutif confirmait sa décision de placer le pouvoir décisionnel des quatre musées de la ville (Beaux-arts, Histoire, Horlogerie, Institutions zoologiques) entre les mains d'une superintendante, Francine Evéquo. Problème: la Valaisanne avait justement été engagée en novembre 2007 pour réfléchir à la réorganisation des institutions muséales. D'où un conflit d'intérêts évident que le Conseil communal a implicitement reconnu dans le rapport en parlant d'«erreur structurelle». Mesures radicales

Ce n'est pas tout. Rimus prévoyait également plusieurs mesures radicales, ou culturellement incorrectes. Parmi elles, la restriction du cercle des décideurs au seul pouvoir politique, la mise en place d'une stratégie commune impliquant des objectifs à atteindre et la nomination d'une seule commission pour les quatre musées.

Le projet a suscité une levée de boucliers générale et immédiate. Sur Internet, dans les cafés ou les institutions culturelles, les prises de position se sont multipliées pour dénoncer les propositions de Francine Evéquo reprises par l'exécutif. Des anciens conseillers communaux ont pris la plume pour s'insurger contre un rapport «lamentable», «incomplet» (aucun chiffre sur les fréquentations, par exemple), visant à «soumettre le culturel au politique». Le tout «en l'absence totale de concertation»: les conservateurs n'ont été mis au courant du projet que le 24 septembre. Le personnel des musées une heure seulement avant la conférence de presse du 26.

Venu expliquer in corpore le retrait du rapport (seul Didier Berberat, en vacances, manquait à l'appel), l'exécutif a fait profil bas. S'il considère qu'il a surtout été «mal compris», il a reconnu avoir commis des erreurs. «Cet échec met en évidence l'éloignement qui existe entre le politique et le culturel, ce qui a fait penser à certains qu'on voulait s'emparer du culturel, estime le socialiste Laurent Kurth. Le comité de pilotage a décidé de bosser seul. On aurait pu échanger davantage avec les partenaires concernés (sociétés d'amis, comités de gestion, commissions politiques). Ce faisant, nous aurions dû rendre publiques les orientations prises.»

Le Conseil communal a pris la défense de Francine Evéquo, mise par certains «au centre de la cible». «Nous voulions un rapport pour mettre des mots sur les dysfonctionnements qui prêteraient le fonctionnement des musées, reprend Laurent Kurth. C'est cruel et injuste de focaliser sur une seule personne.»

A une même table...

L'exécutif n'abandonne pas pour autant son projet de réorganisation, «le principe même n'étant pas combattu». Malgré une confiance fortement entamée, les conservateurs devront «se mettre autour d'une table» avec Francine Evéquo. Objectif: renouer le dialogue afin d'imaginer un nouveau Rimus qui devrait être mis en consultation publique début 2009.

© Le Temps. Droits de reproduction et de diffusion réservés. www.letemps.ch